

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21/06/2019

**2.1. DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES AU DIRECTEUR
GÉNÉRAL EN MATIÈRE DE DOMAINE PUBLIC**

DÉLIBÉRATION N° 2019-11

Vu le décret n°2010-306 du 22 mars 2010, portant création de l'établissement public d'aménagement Bordeaux Euratlantique, modifié par le décret n°2015-977 du 31 juillet 2015, notamment en ses articles 9 et 11,

Vu le règlement intérieur du conseil d'administration adopté par délibération n°2015-29 en date du 11 décembre 2015, notamment aux articles 1, 3 et 4 du titre II,

Vu la délibération n°2014-07 en date du 25 avril 2014 relative à la fixation des seuils prévus par décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu la délibération n°2015-31 en date du 11 décembre 2015 portant délégation de compétences au Directeur général,

Vu la délibération n°2016-16 en date du 24 juin 2016 relative aux modalités d'exercice du droit de préemption au titre du renouvellement de la ZAD,

Vu la délibération n°2017-10 en date du 09 juin 2017 relative à l'autorisation et la délégation au Directeur général d'adhésion de l'établissement à divers organismes,

Sur le rapport du Directeur général,

Le Conseil d'administration

Article 1 :

Délègue au Directeur général les compétences suivantes :

- autoriser l'occupation précaire et révocable du domaine public par convention ou par acte unilatéral et appliquer à cette occasion le tarif des redevances auxdites autorisations d'occupation temporaire du domaine public accordées tant sous forme d'acte unilatéral que de convention ;
- décider du principe de déclassement des biens du domaine public de l'établissement, ainsi que du déclassement des biens du domaine public de l'établissement (y compris par anticipation) et mettre en œuvre toutes les procédures préalables nécessaires à l'effectivité de la décision ;

- décider du classement et de la délimitation du domaine public produit par l'Établissement et mettre en œuvre les procédures préalables nécessaires à l'effectivité de la décision.

Article 2 :

Définit le tarif des redevances pour les autorisations d'occupation temporaire du domaine public de la manière suivante :

- redevance applicable lorsque les emprises sont destinées à permettre la réalisation d'un chantier : 2,5 €HT/m²/mois ;
- redevance applicable lorsque les emprises sont destinées à accueillir une manifestation ponctuelle portée par une association ou toute autre structure à but non lucratif : gratuit ;
- redevance applicable lorsque les emprises sont destinées à accueillir –y compris sur une période longue– une ou plusieurs œuvres d'art : gratuit .
- autres cas : application des tarifs appliqués par la Commune ou Bordeaux Métropole sur la commune où intervient l'occupation.

Article 3 :

Demande au Directeur général de lui rendre compte annuellement de l'usage qui aura été fait de la délégation de compétence en matière de domaine public accordée par la présente délibération.

Article 4 :

La présente délibération vient compléter les délégations de compétence accordées préalablement au Directeur général de l'établissement public d'aménagement de Bordeaux Euratlantique par les délibérations n°2014-07 du 25 avril 2014, n°2015-31 du 11 décembre 2015, n°2016-16 du 24 juin 2016 et n°2017-10 en date du 09 juin 2017. L'ensemble des délégations de compétence accordées par le Conseil d'administration au Directeur général sont annexées au règlement intérieur du Conseil d'administration.

La Présidente
du Conseil d'Administration,

Le Directeur Général,

Elizabeth Touton



Stéphan de Fay

